

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 19/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL HERVEIC CLAUDE**

FANTAN MIN  
22290 Trévélec

Références :EQPBB-20240416-02  
Code AIOT : 0052206480

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement EARL HERVEIC CLAUDE implanté FANTAN MIN 22290 Trévélec. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée en l'absence de l'exploitant suite à son accord et du chef de service des risques environnementaux de la DDPP.

En effet, l'élevage est en cours de reprise par un nouvel exploitant sans que ce soit officiel.

L'exploitant a signalé par voie téléphonique fin mars 2024 qu'il ne produit actuellement pas de poulettes et qu'il est salarié à l'extérieur.

Les documents demandés à l'exploitant en amont par l'inspecteur ont été fournis le jour du contrôle par un tiers.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL HERVEIC CLAUDE
- FANTAN MIN 22290 Trévélec
- Code AIOT : 0052206480
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation avicole est actuellement constituée de 4 poulaillers pour une surface totale d'élevage de 4 704 m<sup>2</sup> et d'un hangar de compostage. Ces bâtiments sont exploités exclusivement pour l'élevage de poulettes démarrées au sol sur litière.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation /enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
7	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Demande d'action corrective	6 mois
11	Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 3.2	Demande d'action corrective	6 mois
14	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	2 mois
17	Equilibre de la fertilisation en phosphore	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Utilisation du compost	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 1	Sans objet
3	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Accessibilité aux services de secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
8	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
9	Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet
12	Dispositions relatives la dispersion de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
13	Dispositions relatives à l'émission d'odeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet
15	Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
16	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
18	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	Sans objet
19	Notification de changement notable	Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- La lutte externe contre les incendie est à revoir globalement en priorité n°1.
- Afin d'éviter les écoulements dans le milieu, un dispositif de rétention devra être prévu sur la zone de lavage.
- Le système de compostage devra être remis en état.
- Les déchets aux abords du site devront être évacués.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respect des effectifs et de la production d'azote annuelle.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Non conforme. Le bureau de l'exploitation (annexe de l'élevage) sur la parcelle section A385 n'est pas présent sur l'extrait du plan cadastral du 14/12/2016 du dernier dossier ICPE (ce bâtiment ne figure pas sur le cadastre de géoportail).  Aucune information n'a été transmise à la DDPP concernant l'implantation de ce local.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir un document d'urbanisme attestant la régularité de l'implantation de ce bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 3 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Accessibilité aux services de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de

desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

Conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

<b>Constats :</b>  Non conforme. Il a été constaté l'absence de la réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> initialement prévue au dossier de décembre 2016 sur l'îlot agricole n°15. Cette réserve devait être distante de 190 mètres par voie carrossable du bâtiment d'élevage le plus éloigné. Le dernier contrôle effectué en date du 6 octobre 2021 (rapport d'inspection TO-06-10-2021-02) indiquait déjà de prévoir un dispositif externe de lutte contre les incendies. Il est également impératif de prévoir un système de lutte externe sur le site du stockage de paille sur la parcelle A336 qui est proche de zones boisées et proche d'habitations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4mois

**N° 6 :** Calcul du 170 kg/SAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 :** Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b>  Non conforme. Aucun abattement d'azote ne figure dans le process de traitement par voie de compostage. Or, les effluents à destination des épandages sont des composts de litières de volailles avec normalisation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

**N° 8 :** Absence de rejets directs d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b>  Conforme. Pas d'écoulement constaté lors du contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Concernant l'aire de lavage proche de l'atelier P1 de 1971, elle dispose d'un nettoyeur karcher. Il n'a pas été constaté de solution de rétention des eaux de lavage. L'exploitant devra mettre en place un système afin d'éviter tout ruissellement vers le milieu naturel qui pourrait être accentué avec l'apport d'eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 :** Composition du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'épandage est constitué : - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; - des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ; - du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;  L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;



<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le dossier ICPE de décembre 2016 présente un récapitulatif de parcelles au nom du GAEC DE FAN-TAN MIN, seule une SAU de 28,36 ha est visée (22,54 ha de SPE). Impossible de comparer la SPE de ce tableau parcellaire aux indications présentes dans les cahiers de fertilisation. Un nouveau récapitulatif devra être fourni.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Notification des changements du plan d'épandage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Mise en oeuvre du procédé de compostage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la mise en œuvre du procédé, l'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de deux hangars <u>couverts</u>, imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité d'une surface totale de 450 m2.</li> </ul> <p>Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions. Cet équipement est entretenu et ne doit pas générer d'écoulement vers le milieu.</p> <p>3.2.1. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.</p>

<p>3.2.2. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .</p> <p>3.2.3. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits doit être inférieure à un an.</p> <p>3.2.4. - Toutes les dispositions nécessaires sont prises, le cas échéant, pour récupérer les liquides d'égouttage qui sont, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.</p> <p>3.2.5. - L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre du procédé de compostage soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le hangar de compostage ne dispose plus de couverture.</li> <li>– Présence de compost ancien de couleur noire avec des petits morceaux de paille dans le hangar sur lequel pousse des végétaux à certains endroits. La couche superficielle de ce compost semble très tassée et est soumise aux intempéries.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

**N° 12 : Dispositions relatives la dispersion de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p> <p>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;</li> <li>- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Dispositions relatives à l'émission d'odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Elimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b>  Non conforme. Présence d'un tas de déchets sur le site d'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 15 : Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;

7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Equilibre de la fertilisation en phosphore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant : - dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; - le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; - les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.  Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.  L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Non conforme. Le dossier transmis au coderst le 19 avril 2017 indiquait que 719 tonnes de composts sont pro-

duites correspondant à 19 411 un soit une teneur de 27 unités d'azote /tonne. Les cahiers de fertilisation des campagnes culturales de 2022 et 2023 présentent des composts à 20,50 unités d'azote/tonne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les derniers résultats d'analyse de compost seront à transmettre à la DDPP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 18 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :  - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;  - le 21 février 2019 pour les autres installations.  A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/</a> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.  L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Notification de changement notable**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Utilisation du compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Produit normalisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote total et NH4, P2O5, K2O.[...]
<b>Constats :</b>  Non conforme. Aucune analyse n'est présente dans les documents transmis par l'exploitant. La norme de 20,5 unités d'azote utilisée dans les cahiers de fertilisation n'est pas prouvée. n.b: Le dossier transmis au coderst le 19 avril 2017 indiquait que 719 tonnes de composts sont produites correspondant à 19411 unités d'azote soit une teneur moyenne de 27 unités d'azote /tonne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé de transmettre à la DDPP les résultats d'analyse du compost sur 2 années (année culturale 2022 et 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1mois